

La nouvelle « *National Defense Strategy 2026* » américaine est un texte de rupture assumée avec trente ans de post-guerre froide, mais aussi un avertissement brutal adressé aux Européens : l'ère du parapluie stratégique subventionné par Washington est close, et le temps des jérémiades sur le « *droit international* » est terminé.

Le document s'ouvre sur un réquisitoire contre les administrations précédentes, accusées d'avoir sacrifié les intérêts concrets des Américains à des chimères comme l'ordre international libéral, la *nation-building* ou bien des « *guerres sans fin* ». L'ambition affichée est claire : « *restaurer la paix par la force* » pour une « *nouvelle âge d'or de l'Amérique* », en assumant un réalisme dur, centré sur le territoire, la prospérité et l'opinion publique américaine.

L'appareil conceptuel est simple :

- l'Amérique ne se bat plus « *partout, pour tout, pour tout le monde* »,
- elle hiérarchise les menaces selon leur impact direct sur la sécurité, la liberté et la prospérité des Américains,
- elle renonce à « *faire le bien* » à l'échelle planétaire, mais se réserve le droit d'agir brutalement quand ses intérêts vitaux sont en jeu.

La terminologie elle-même est révélatrice : le « *Department of Defense* » devient le « *Department of War* », les soldats sont renvoyés à un « *warrior ethos* » à réhabiliter, et la stratégie revendique un mélange de « *flexible realism* » et d'« *America First* » sans maquillage moral.

Une géopolitique de priorisation : Chine, Homeland... et le reste

La matrice stratégique repose sur une hiérarchie assumée des théâtres.

Homeland et hémisphère occidental, d'abord.

- Frontières, narcotrafiants, flux migratoires et accès à des points clefs (Panama, Groenland, « *Gulf of America* ») deviennent des axes cardinaux.
- Le texte réactive explicitement une sorte de doctrine Monroe renforcée, rebaptisée « *Trump Corollary to the Monroe Doctrine* » : l'hémisphère occidental est un espace réservé, où les adversaires n'ont pas le droit de déployer des capacités militaires ou de prise d'influence stratégique.
- La défense aérienne du territoire est personnifiée par un concept politique : la « *Golden Dome for America* », sorte de bouclier multi-couches contre missiles et drones, présenté comme priorité nationale.

La Chine, seule vraie puissance rivale systémique.

- Pékin est décrite comme deuxième puissance mondiale, dotée d'un effort militaire massif, rapide et sophistiqué, avec une capacité de projection régionale et extra-régionale.
- L'enjeu n'est pas de changer le régime chinois, mais d'empêcher toute domination chinoise de l'Indopacifique, futur « *centre de gravité de l'économie mondiale* » dont dépend directement la prospérité américaine.
- L'outil militaire est centré sur une « *denial defense* » le long de la *First Island Chain*, destinée à rendre prohibitif tout scénario d'agression chinoise, tout en maintenant des capacités de frappe globale depuis le territoire américain.

La Russie, menace « gérable » pour des Européens sommés de se réveiller.

- Moscou est décrite comme une menace durable pour l'Est de l'Europe, dotée d'un important potentiel militaire, industriel et surtout d'un arsenal nucléaire modernisé.
- Mais le texte insiste sur l'asymétrie : « *la Russie n'est pas en position de viser une hégémonie européenne* », car le PIB cumulé des alliés européens de l'OTAN, et même la seule Allemagne, dépassent largement l'économie russe.
- Conclusion américaine : l'Europe a les moyens de se défendre, et n'a plus d'excuse pour continuer à dépendre de Washington pour sa sécurité conventionnelle – y compris pour l'Ukraine.

Au Moyen-Orient, la logique est similaire : Israël est qualifié de « *modèle d'allié* » capable de se défendre avec un soutien limité, tandis que la séquence « *MIDNIGHT HAMMER* » contre le programme nucléaire iranien et « *ROUGH RIDER* » contre les Houthis sert à illustrer une capacité américaine de frappes ponctuelles, massives, mais brèves.

Fardeau partagé, mais *leadership* américain...

Le cœur du message aux alliés tient en une phrase : l'Amérique ne compensera plus les « *choix irresponsables* » des élites européennes en matière de sous-investissement militaire.

Le texte va loin :

- il accuse explicitement les alliés d'avoir préféré financer les systèmes de protection sociale et d'autres dépenses domestiques plutôt que leur défense,
- il admet que ce comportement a été encouragé par l'establishment américain lui-même, qui trouvait commode d'entretenir des « *dépendants* » plutôt que de véritables partenaires,
- il explique que cette ère est révolue, et que l'alliance ne sera durable que si les

Européens assument une part bien plus large du « *burden sharing* ».

Le symbole politique fort est l'élévation du standard de dépenses OTAN :

- objectif officiel désormais mis en avant : 3,5% du PIB en dépenses militaires « dures » et 1,5% supplémentaires en dépenses de sécurité, soit 5% du PIB.
- ce seuil est présenté comme un « nouveau standard global », que Washington souhaite voir adopté non seulement en Europe mais par tous ses alliés clés.

Pour les Européens, cela signifie deux choses :

- le pivot américain est confirmé vers le *Homeland* et l'Indopacifique ;
- l'attente n'est plus que l'Europe « *augmente un peu* » ses crédits, mais qu'elle prenne « *la responsabilité primaire* » de sa défense conventionnelle, Ukraine comprise, avec un appui américain « *critique mais limité* ».

Dit autrement : si les Européens ne se réarment pas massivement, la brèche ne sera plus comblée automatiquement par Washington.

Un réarmement américain... industriel, pas seulement opératif

L'autre axe majeur est industriel : la stratégie parle de « *supercharger the U.S. Defense Industrial Base* », en l'inscrivant dans un mouvement plus large de « *re-industrialisation* » américaine.

Pour l'Europe, la portée est double :

- l'Amérique veut redevenir « *l'arsenal* » non seulement pour elle-même mais pour ses alliés, capable de produire vite, en masse, et à haute intensité technologique.
- dans le même temps, elle entend « *leverager* » les capacités industrielles alliées, non seulement pour soutenir ses propres besoins mais aussi pour inciter ces mêmes alliés à augmenter leur effort de défense.

La stratégie parle explicitement :

- de coopération industrielle transatlantique accrue,
- d'abaissement des barrières de commerce de défense,
- de mobilisation quasi-nationale de l'économie américaine comparable à celle des deux guerres mondiales et de la guerre froide.

Si l'Europe ne structure pas rapidement sa propre base industrielle de défense (normes communes, programmes conjoints, consolidation industrielle, préférence européenne assumée), elle risque de devenir davantage une clientèle qu'un partenaire, au moment même où Washington exige plus de dépenses.

À travers un œil français et européen, ce texte sonne comme un ultimatum plus que comme un

simple document doctrinal : l'Amérique se recentre, la Chine devient l'obsession structurante, la Russie est renvoyée au rang de menace « *gérable* » par une Europe qui n'a plus l'excuse de la faiblesse économique.

Pour Paris, trois enseignements clés :

- La France est l'un des rares pays européens à avoir conservé une culture stratégique, une base industrielle et une capacité d'action autonome (nucléaire, projection, renseignement). Ce capital devient central dans un contexte où les États-Unis exigent des « *model allies* » capables de prendre des responsabilités régionales.
- La bataille politique intra-européenne s'annonce frontale : si l'Allemagne décide d'assumer pleinement le standard de 3,5% à 5% du PIB, sans stratégie politique commune, elle franchira mécaniquement un seuil de puissance militaire et industrielle qui marginalisera définitivement les nations européennes qui auraient choisi de rester dans le confort pacifiste.
- Le « *leadership* » n'est plus une question de discours ou de posture morale sur l'Ukraine, Gaza ou le droit international, mais de tonnage industriel, de stocks de munitions, de crédits annuels et de capacité à encaisser un choc de haute intensité.

En clair : soit l'Europe assume la bascule vers un réarmement de puissance – avec la France en tête de file pour structurer doctrine, outils et industrie –, soit elle se condamne à deux marginalisations simultanées : stratégique face à Washington, et interne face à Berlin. L'Amérique vient d'annoncer qu'elle ne jouera plus le tuteur bienveillant des illusions européennes. Aux Européens de choisir s'ils veulent redevenir des acteurs stratégiques – ou rester des commentateurs indignés d'un « *droit international* » que les grandes puissances considèrent désormais comme une construction idéologique secondaire par rapport à la défense de leurs propres intérêts nationaux..

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)